



**EUROPE**

Rue Hector Blondiau, 22 7070 Mignault (Belgium)

Tél. FR. : Brasseur J.P. 0499 35 85 72

ENG. : Roussel Pascal 0473 97 49 67



[info@vivant.org](mailto:info@vivant.org)

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

*Pour une Europe sociale,  
pour une mondialisation respectueuse  
de l'humain et de l'environnement.*

# LE VIVANT-EUROPE

## électronique

**N° 8 (juillet 2004)**

### **LA FRATERNITE, VALEUR FONDATRICE POUR L'EUROPE**

La Révolution française a voulu fonder notre avenir sur le trinôme : *Liberté, Egalité, Fraternité*.  
Le 19<sup>ème</sup> siècle fut le théâtre de luttes , de libérations par rapport aux pouvoirs établis (empires, royautés, Eglise) et le 20<sup>ème</sup> siècle rechercha plus d'égalité au risque de confondre uniformité avec justice et respect du bien commun avec nationalisme.

Ce bel idéal de liberté et d'égalité conjointes suscita, par manque de fraternité, de multiples conflits armés.

Jacques ATTALI (ancien conseiller de FRANCOIS MITTERAND) affirme en substance « Qu'il nous faut développer pour ce 21<sup>ème</sup> siècle la Fraternité entre les hommes et les peuples, sinon, nous risquons de connaître des conflits socio-économiques à l'échelle de la planète »

Fort de cette conviction, le VIVANT électronique propose ci-dessous le DOCUMENT FINAL du Congrès des maires d'Europe qui s'est tenu à INNBRUCK le 10 novembre 2001 où se sont retrouvés des représentants de 28 pays d'Europe ainsi que des extraits du discours prononcé par CHIARA LUBIHI (fondatrice en Italie du mouvement des FOCOLARI) le 22 juin 2002 devant le maire et les autorités civiles et religieuses de RIMINI (Italie)

## A. CONGRES DES MAIRES D'EUROPE A INNSBRUCK (2001) DOCUMENT FINAL

*« Nous, maires participants au Congrès d'Innsbruck, en provenance de 28 pays d'Europe (1), affirmons notre engagement en tant que protagonistes de la construction européenne dans la nouvelle phase de réflexion sur l'avenir de l'Europe qui s'ouvre avec le Conseil européen de Laeken.*

Conscients que l'Europe a inséré de façon stable **la liberté et l'égalité des peuples**, et des Etats parmi ses valeurs fondamentales, que ces valeurs – qui doivent, quoi qu'il en soit, continuer à être approfondies dans leur dimension politique – **ne suffisent cependant pas à elles seules pour assurer l'accomplissement du projet européen**. Nous sommes fermement convaincus que ce projet ne pourra être pleinement réalisé qu'en prenant en ligne de compte **la fraternité en tant que « catégorie politique » qui ne peut que nous aider à construire l'Europe**.

**Cette nouvelle dimension** de l'engagement politique pour l'Europe **peut se réaliser** en premier lieu **au niveau des villes** où les citoyens vivent des rapports de proximité et de réciprocité et où ils accèdent aux institutions de façon personnelle, immédiate (sans intermédiaires) et continue.

Les drames et les problèmes qui traversent notre continent se répercutent fortement au quotidien dans la vie des villes, et c'est à ce niveau qu'ils requièrent une première réponse. **La dimension politique des personnes commence dans le cadre de la commune** : c'est à partir de la ville, véritable lieu d'entraînement et de pratique de la démocratie, que l'on peut répondre aux nouvelles demandes d'appartenance, de responsabilité et de solidarité.

**Les communes** - qui sont les éléments de base des multiples niveaux du gouvernement - deviennent de cette façon **un exemple d'une l'Europe plus démocratique et plus ouverte à la participation**.

Nous, maires, conscients de notre appartenance à l'Europe, nous nous engageons à mettre à la base de notre travail **un dialogue constant** avec les citoyens, en les faisant participer aux projets de nos villes.

Nous voulons en outre, nous engager à établir, avec tous les responsables des pouvoirs locaux, **un réseau de relations formelles et informelles**, qui nous permette de partager nos idées, nos problèmes, nos expériences, nos projets et nos ressources.

Nous sommes convaincus que la construction européenne qui est en cours, constitue, dans sa signification politique la plus profonde – une tentative pour réaliser une véritable unité capable de mettre en valeur les différentes identités. Cette dynamique, en toutes ses formes politiques à partir de **la dimension communale** est, avec ses hauts et ses bas, **le fil rouge** de l'histoire de l'Europe

**Une Europe unie dans la fraternité** sera à même de mettre son expérience et ses ressources au service **des exigences de la justice**, de la coopération et de la paix qui montent des régions les plus défavorisées de notre planète.

(1) Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République Tchèque, Danemark, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, République fédérale de Yougoslavie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ancienne République Yougoslave), Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume Uni, République Slovaque, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

## B. CONFERENCE DE CHIARA LUBICH

(extraits remaniés)

« La fraternité universelle n'est pas une idée récente indique Chiara Lubich. De grandes personnalités l'ont toujours défendue.

Gandhi disait : « **La règle d'or est d'être amis du monde et de considérer la famille humaine "une"**. »<sup>1</sup>

Martin Luther King affirme dans un célèbre discours : « J'ai fait un rêve : un jour les hommes [...] se rendront compte qu'ils ont été créés pour vivre en frères [...] et **la fraternité deviendra à l'ordre du jour d'un homme d'affaires et le mot d'ordre d'un gouvernant** »

Dans le même sens, le Dalai Lama écrivait à ses disciples après les événements du 11 septembre : « Pour nous, la cause de ces événements est claire. [...] Nous avons oublié les vérités les plus fondamentales. [...] **Nous sommes tous un**. C'est un message complètement négligé par la race humaine. L'oubli de cette vérité est l'unique cause de la haine et des guerres. »

Jésus de Nazareth (...) quant à lui (...) a **détruit les murs** érigés entre ceux qui sont « égaux » et ceux qui sont « différents », **entre amis et ennemis**. (...)

C'est ainsi que l'idée de fraternité a commencé à se frayer un chemin dans l'histoire. Tous y sont appelés, y compris **ceux qui travaillent en politique**. C'est ce qu'a exprimé la Révolution française. Par son slogan : « **Liberté, Égalité, Fraternité** », elle a synthétisé le grand projet politique de la modernité, bien qu'ayant donné à ces trois principes une acception très restrictive. Toutefois, si de nombreux pays, en se dotant d'institutions démocratiques, ont réalisé, dans une certaine mesure, la liberté et l'égalité, la fraternité est restée au niveau des mots **sans passer dans les faits**.

Quoi qu'il en soit, un auteur a affirmé : « La leçon du XX<sup>e</sup> siècle est que l'avenir passe par l'acceptation du trinôme (...) liberté, égalité, fraternité, **purifié d'interprétations idéologisées**. » (...)

Aujourd'hui, le monde **tend à l'unité**. L'unité est un signe des temps : de nombreux facteurs religieux, sociaux et politiques le prouvent. Mais il est nécessaire de préciser que l'unité à laquelle le monde tend est une unité universelle, globale, ce que semblent indiquer les situations, les exigences, les principales caractéristiques de la réalité contemporaine.

Les moyens de communication rapprochent des personnes très distantes géographiquement entre elles. Les choix d'un jeune européen peuvent être influencés par ce qui se passe en Asie ou en Afrique. Nul ne nous est plus étranger, parce que nous nous « voyons », nous sommes informés de la vie les uns des autres.

En outre, la mondialisation économique et financière nous rend **tous interdépendants** : car ce qui se passe quelque part a des répercussions matérielles immédiates en de nombreux autres endroits.

Certains problèmes ne peuvent être affrontés que par l'humanité tout entière, aucun peuple n'est à même de les affronter tout seul. Il suffit de penser aux grandes questions qui occupent actuellement la communauté internationale : l'environnement, l'écologie, le développement et l'alimentation, les problèmes liés à la génétique.

L'époque des droits individuels, l'époque des droits d'une seule catégorie **est révolue**. Nous sommes entrés dans la phase des droits et des devoirs des peuples et de l'humanité.

Notre monde est vraiment devenu **un village, complexe et nouveau**, certes, mais un village. L'humanité vit aujourd'hui comme un groupe, un petit groupe.

Cependant, contrairement aux « petits groupes » d'autrefois, elle n'a pas encore élaboré une pensée qui soutienne le respect des distinctions alors que l'unité fondamentale est un acquis. Les concepts traditionnels de race, de religion et de culture, et l'État, ne font pas le poids face à la complexité de la situation. (...)

**Or, la fraternité est la catégorie de pensée capable de rendre compte à la fois de l'unité et de la distinction auxquelles tend l'humanité contemporaine. (...)**

La fraternité est donc l'idéal d'aujourd'hui. Mais comment la susciter ?

Pour offrir au monde la fraternité - seule capable d'engendrer une unité spirituelle qui soit garante d'unité en politique, en économie, etc. - les outils ne manquent pas. Il suffit de savoir les reconnaître.

L'un de **ces outils**, dont on n'a pas fini d'explorer toutes les potentialités, mais qui va l'être dans un proche avenir est **l'apparition**, au cours du XXe siècle, de dizaines **de mouvements** (...) *religieux, humanistes et de solidarité au sein de la société civile* (...) Le phénomène ne concerne pas seulement l'Europe, mais le monde entier par la création de réseaux de peuples et de cultures dans le respect de leurs diversités. C'est comme un prodrome de ce que le monde, en commençant par notre continent, pourrait devenir : la maison des nations (*ou des régions*).

Ce phénomène a mûri en silence comme toutes les grandes choses qui tôt ou tard doivent exploser. (...)

Ces mouvements ont **des retombées** dans le domaine civil et proposent des réalisations **politiques et économiques**. (...)

*Ces mouvements favorisent le dialogue* entre les personnes et les religions musulmane, juive, bouddhiste, hindoue, sikh.

Ce dialogue est rendu possible grâce à la présence, dans les principales religions du monde, de la « **règle d'or** » qui s'énonce ainsi : « **Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas que l'on te fasse** » (cf. Lc 6,31). En dernière analyse, cela revient à prôner l'amour du prochain. (...)

Cette convergence éthique de la règle d'or peut trouver dès lors son point d'application dans la Fraternité qui peut devenir le fondement, le ciment de l'Europe économique et sociale (...).

*Au delà de notre continent, et dans le cadre du mouvement des FOCOLARI par exemple, ce dialogue a déjà produit des relations fraternelles avec des mouvements laïcs qui partagent ce souci d'humanisme et avec les membres d'un mouvement bouddhiste moderne de Tokyo qui compte 6 millions de membres. Et avec ceux d'un mouvement musulman afro-américain de deux millions de membres. Avec ces derniers, le dialogue fut caractérisé par l'ouverture d'une quarantaine de leurs mosquées aux États-Unis, où chacun est invité à exprimer ses convictions et ses expériences et à montrer de visu des réalisations pratiques de fraternité comme les cités pilotes construites sur le concept de « L'Economie de Communion » dont Monsieur PRODI a clamé les louanges. (...)*

**L'homme politique** *qui se veut fraternel* fait le choix de son engagement **afin de répondre** à un besoin social, à un problème de sa ville, aux souffrances *de ses concitoyens* et aux exigences de son temps et *ce, en vue du BIEN COMMUN*.

**L'homme politique** *qui se veut fraternel* prend conscience que son travail est **d'abord** un acte *d'écoute et de dialogue*. (...) Aussi, il regardera l'autre, même son adversaire politique (...) avec respect, s'efforçant de comprendre l'engagement de ce dernier dans la recherche commune du bien de tous.

**L'homme politique** *qui se veut fraternel* peut apprécier non seulement ceux qui votent pour lui, mais même ses adversaires, ... **non seulement** son propre parti, **mais également** ceux d'autrui.

(...) Ce faisant, il s'ouvre à la réalité de tous. Ainsi, il s'efforce de dépasser les particularismes, pour cultiver un véritable **réalisme politique**.

En outre, **l'homme politique** *qui se veut fraternel ne peut rester passif devant les conflits*, souvent âpres, qui creusent des fossés entre les hommes politiques et les citoyens. Il fera le premier pas pour approcher l'autre, rétablir la communication interrompue (...)

Créer des relations personnelles là où elles n'existent pas, ou là où elles ont été interrompues, peut avoir comme effet de débloquent le processus politique. (...) *Ce genre d'initiatives peut devenir **une authentique politique novatrice*** qui aide à surmonter les préjugés et le jeu des partis qui ont l'art de paralyser si souvent les hommes politiques et les enferment dans des oppositions stériles. (...)

Toutefois, **la réalisation de la fraternité passe par des chemins difficiles**. (...)

Que de fois l'activité politique génère de la souffrance : celle de la solitude, de l'abandon, de l'incompréhension, parfois même de ceux qui nous sont proches. Qui, parmi ceux qui se sont engagés en politique, n'a jamais ressenti l'amertume, ou la marginalisation, ou la trahison au point d'être tenté de tout quitter ?

**Et pourtant la fraternité en politique n'est pas une utopie.**

La vie de JOSEPH LUX, ancien premier ministre adjoint de la république tchèque, qui sut conquérir l'admiration de ses collègues et de ses adversaires.

DOMINICO MANGANO qui exerça sa carrière politique comme administrateur communal de VITERBE (Italie) *au service de ses concitoyens . ... Et il y en a bien d'autres » (...)* » .

## **C. L'EUROPE DE LA FRATERNITE ET DU CAPITAL SOCIAL**

*La construction de l'Europe nous a évité la guerre et garanti une paix de plus de 50 ans. . Ce n'est hélas pas le cas sous d'autres cieux et ce, à l'heure de la globalisation !!.*

*Aussi, la réalisation de l'Europe avec une sécurité sociale forte et une économie dynamique peut servir de modèle pour la mondialisation.*

*Pour ce faire, la construction d'une EUROPE SOCIALE est urgente si nous ne voulons pas être les victimes des marchands.*

*Il est donc grandement souhaitable que **la fraternité fonde les échanges européens** de tous ordres et qu'elle soit soutenue et encouragée par des institutions justes et efficaces.*

*VIVANT, par son modèle socio-économique **qui détaxe le travail**, projette de créer les conditions d'un meilleur **épanouissement humain**. car, non seulement, il garantit un revenu de base à tous mais cela s'accompagne d'**une reconnaissance structurelle (et fraternelle)** de chaque personne humaine.*

*C'est **la fraternité dans ces échanges**, valeur fondatrice pour l'Europe et source de CAPITAL SOCIAL qui doit être soutenue afin qu'en Europe (et nous espérons ailleurs), il fasse bon vivre.*

**LA REDACTION**

## D. LE CAPITAL SOCIAL, FORCE PRODUCTRICE POUR L'ECONOMIE

Et si on ne faisait rien ?

« Qui a dit que l'homme **était fait pour visser des boulons**, pour classer des fiches, ou pianoter éternellement sur un clavier d'ordinateur ? ... **Il est fait pour vivre**... et vivre inclut aussi bien l'inspiration que l'expiration, l'agir et le non-agir.

Si la paresse est devenue dans notre civilisation l'ennemie suprême, c'est parce que l'individu qui paresse ne produit ni ne consomme. Or, **notre société marchande** ne reconnaît plus que ces deux tristes rôles « produire et consommer », sans lesquels son équilibre est rompu. Selon la sacro-sainte morale de la consommation, les loisirs mêmes doivent être des loisirs actifs. Il faut faire du bricolage, du parapente, du jardinage, du footing, ou du canyoning... faire et toujours faire, c'est à dire en clair, acheter et consommer. Nous croyons être actifs, nous sommes *activisés*...

Jusqu'aux enfants dès la maternelle pour les nantis de l'occident et l'esclavage dans les mines et les fabriques pour les pays pudiquement appelés « en voie de développement »...

**Or, à force d'être actifs, et activisés, nous perdons contact avec les réalités essentielles.**

L'oisiveté que Thomas Hobbes appelait « la mère de la philosophie » est un temps nécessaire, un indispensable « lâcher prise » **qui permet à l'homme de se recentrer.** »

Michel PIQUEMAL : « Paroles de paresse, « Et si on ne faisait rien ? »  
Albin Michel 1996

Qu'est-ce que le capital social ?

**C'est un capitale de confiance et de respect mutuel** qui reconnaît à chacun le droit à l'existence et à une activité sociale et économique adaptée à ses aspirations et à ses possibilités.

Le revenu de base est le pilier institutionnel **qui ouvre l'espace** à la production de capital social.

Cette production a **un effet écologique** car il est impossible de gérer la nature écologiquement tant que le tissu sociologique de la communauté ne se développe pas selon des principes de respect.

Tant que la communauté est habitée par des tensions telles entre les gens, tant que le droit à l'existence n'est pas reconnu concrètement, le respect de la nature, faute de capital social ne pourra se développer.

Le capital social autorise les échanges commerciaux et non-commerciaux en vue **d'une économie de besoins.**

La production du capital social par chacun génère du capital social et donc de l'économie car elle **met sur le marché les idées et les initiatives de chacun.**

### Quelques réflexions

- Le travail non-rémunéré

Ce dernier n'est pas suffisamment apprécié **à sa juste valeur**. Dans notre société, le travail rémunéré est beaucoup mieux considéré. Ce n'est pas juste !

VIVANT veut reconnaître tout travail, (et tout handicap), toute activité humaine comme source d'un CAPITAL SOCIAL.

- Et les non-rémunérés qui ne font rien ?

**Qu'est-ce qui prouve qu'ils ne font rien ?**

Là où ils vivent, dans le milieu où ils sont, dans les relations qu'ils entretiennent, ils agissent, ne fût-ce que par leur présence,

- comme personnes humaines (capital social)
- comme consommateurs (capital économique)

- La liberté

**Est-ce le privilège des privilégiés de décider** qu'un tel ne sait pas choisir pour lui refuser un revenu de base inconditionnel ?

Confondre paresse avec choix de vivre autrement, exiger une contrepartie par un travail pesé et reconnu pour avoir droit à une existence décente, c'est ne pas reconnaître la valeur humaine et sociale d'un individu au nom d'un critère financier...

**VIVANT favorise, non pas à la paresse, mais bien à la liberté du choix.**

Et cette liberté ne peut être obligée par des conditions administratives et autres.

## **E. LA CONQUETE DU CHOIX**

Actuellement, **le chômeur est jugé** parce qu'il ne travaille pas; celui qui a du travail est de plus en plus considéré comme **un privilégié** et le pensionné est regardé, soit comme quelqu'un qui a été rejeté trop tôt par la société, soit comme celui qui est **enfin libre**.

Dans tous les cas de figure, le commun dénominateur est la LIBERTE ou son absence.

**Le choix est l'enchanteur de la créativité**, mais cette dernière est conditionnée par un revenu qui amène certaines personnes à des compromissions pour sauvegarder le lendemain.

On peut alors se demander ce qui subsiste de la liberté et de la faculté de pouvoir se réaliser dans son travail.

Parce qu'il doit garantir sa survie et son niveau de vie, l'individu **est contraint** à s'adapter sans pour autant trouver les moyens de se projeter avec plaisir dans cette activité qu'il doit subir.

**Or, l'homme est heureux lorsqu'il croit qu'il peut** entreprendre et par là se sentir reconnu et utile pour produire, pour gérer la cohérence socio-économique par une action politique, pour échanger et promouvoir le culturel, pour développer de multiples activités familiales et de loisirs. Ainsi, l'individu se réalise à travers une gamme d'occupations.

L'être humain n'est pas "en manque" d'activités mais bien **en manque de reconnaissance, de liberté et de protection financière**.

Si la recherche du revenu focalise toute l'activité, si la préparation à un travail salarié est l'unique objectif de la formation, on doit s'attendre à **une baisse vertigineuse du CAPITAL SOCIAL** au profit d'une fuite en avant **faite d'angoisse et de violence**.

Et si en plus, la société ne construit que **des systèmes peu cohérents** qui favorisent la fraude, l'ETAT DE DROIT est en danger et l'avenir de nos enfants terriblement hypothéqué.

Créer un Etat de Droit qui **autorise l'accès** à toute la gamme des activités humaines, c'est donner cette égalité de chance qu'il ne faut pas confondre avec un égalitarisme bêtement

mathématique.

Etablir à la vitrine de nos sociétés des ouvertures vers **le développement des talents**, c'est sauvegarder leurs valeurs de rareté et d'humanisme face à la robotisation des activités et des services.

Il faudra toujours développer des qualités et des talents que la machine ne pourra jamais acquérir...

Aussi, garantir le revenu de base, c'est mettre l'individu sous une protection minimum qui lui permet de s'épanouir grâce à une ALLOCATION DE TEMPS.

Alors, il devient possible pour lui de se développer **d'une manière paisible** dans le contexte d'un CHOIX d'activités et de formations.

En conséquence, augmenter le choix et ainsi favoriser l'épanouissement,

- ce n'est pas punir ceux **qui choisissent** de travailler beaucoup et produisent de la richesse;
- ce n'est pas punir ni culpabiliser ceux **qui choisissent** de travailler d'une manière non conventionnelle; préférer un autre mode de réalisation de soi n'est pas pervers;
- c'est **gérer lucidement** une dissociation de fait entre le travail et le revenu par l'octroi d'une allocation universelle;
- c'est **reconnaître la valeur du temps** en garantissant un revenu d'existence car tout choix est finalement un choix d'allocation de temps;
- c'est avoir une politique économique délibérément orientée **vers la croissance du revenu** plutôt que la croissance du travail sans dignité humaine car, avec un revenu limité, comment peut-on choisir ?
- c'est dégager le travail et le loisir **du sentiment de culpabilité** qui diminue toujours le choix; il vaut mieux réserver ce dernier aux grandes catégories morales que sont le droit et la justice;
- c'est refuser de mettre **des conditions** à l'octroi du revenu de base afin de donner la liberté de choix;
- c'est avoir une politique d'éducation et d'insertion résolument tournée vers l'augmentation des **talents multidimensionnels**.

Voilà énumérées les conditions nécessaires, croyons-nous, à la conquête d'une liberté.

Ainsi, l'activité humaine sera déployée sur **un large spectre** autorisant le choix et l'enchantement de la vie, antidotes puissantes contre l'ennui, la violence et la morosité.

**L'homme espère quand il croit qu'il peut.**

Lui donner du pouvoir et de l'initiative, c'est mettre en place, par contagion, un nouveau mode de vie pour le 21<sup>ème</sup> siècle et sauvegarder une ETAT DE DROIT fort et promoteur d'humanisme et de capital social.

Jean-Paul BRASSEUR  
(coordinateur pour la Wallonie)

*Ce texte est inspiré du livre : "De la défaite du travail à la conquête du choix"  
De B. JARROSSON et M. ZARKA. Éd. DUNOD*

